

Lille. Indices de mobilisation à l'Insee

Sarko and Co. se proposent de délocaliser à Metz une partie de l'Insee. Les salariés, abasourdis, se rebellent.

● **L'Institut national** de la statistique et des études économiques, qui n'a pas son pareil dans les pays voisins, se prépare à des temps difficiles depuis l'annonce, début septembre, d'une prochaine délocalisation à Metz. Il serait question, dans l'agglomération de cette cité de garnisons explosée par la refonte de la carte militaire, de fonder « *un pôle de la statistique* », avec l'éventualité de la création d'une agence (1). Le projet est très opaque pour l'instant. Pendant un temps, du côté de l'institut, on a accusé le coup, d'autant qu'on avait appris la chose par le biais d'une dépêche de l'Agence France Presse !

Mais l'heure est maintenant à la mobilisation. Refusant d'être « *pris pour des pions* », une centaine d'agents, autrement dit un tiers des fonctionnaires travaillant à Lille pour la direction régionale de l'Insee, étaient réunis en assemblée générale, en fin de semaine dernière à l'appel de l'intersyndicale FO-CGT. Auparavant, du 22 au 24 septembre, 77 % des agents de la direction régionale avaient participé au vote d'une motion contre cette délocalisation arbitraire. Résultat sans appel puisque 95 % des votants l'ont adoptée.

Rattaché au ministère des Finances, l'Insee compte 6.000 collaborateurs ; 2.000 autres statisticiens de l'Institut opèrent pour d'autres ministères. « *On ne sait pas, à l'heure actuelle, qui serait concerné par un départ pour Metz* », souligne le cégétiste Lionel Garbé. Son collègue

confédéral Eric Deroo insiste sur la non-pertinence de ce déplacement de 1.500 personnes (dont 1.000 statisticiens). « *Cela aurait des conséquences très négatives sur la qualité des statistiques et sur le fonctionnement de l'institut* », expliquait-il lors de l'assemblée générale. A propos de la nécessaire indépendance d'un organisme comme l'Insee, il s'exclama :

« *Elle est où, l'indépendance ?* » Les salariés, inquiets pour leur outil de travail mais aussi à cause de la perspective d'un départ forcé de leurs familles, ne peuvent qu'être sceptiques face aux motivations du déménagement d'une partie de l'Insee. « *Quel intérêt économique cette action aurait-elle pour Metz ?* », demande par ailleurs Eric Deroo, pour qui un tel exode appa-

rait « *plus symbolique que porteur d'amélioration en Moselle* ». Forte de la motion plébiscitée la semaine dernière, l'intersyndicale entend maintenant avertir les décideurs de la région.

« Où est donc l'indépendance de l'Insee ? »

Les statistiques conjoncturelles à la française, dont le sérieux est reconnu en Europe, ne font pas toujours plaisir à notre gouvernement affairé et pressé. C'est que, ailleurs, on juge l'efficacité des études, tandis qu'ici on en triture les chiffres, à moins de les napper de belles paroles s'ils ne collent pas au discours en vogue. De là à faire le lien avec « *les attaques menées contre l'appareil statistique public* », la CGT, en tout cas, franchit le pas. « *Rien à voir avec un développement équilibré du territoire* », déclare l'Union CGT des fédérations de fonctionnaires. De leur côté, les fédérations CFDT des Finances et Protection sociale-Emploi préviennent : « *Une très grande part des fonctionnaires chargés des statistiques seraient victimes de cette mesure* ». Elles demandent au président de la République de « *renoncer à tout projet unilatéral de transfert d'agents ou de services* ».

Albert LAMMERTYN

1) La Moselle est le département le plus touché par la restructuration du secteur de la Défense, qui devrait se conclure par le départ, d'ici à 2011, d'environ 7.000 militaires.

Jeudi 25 septembre. Assemblée générale d'une centaine d'agents de l'INSEE contre un projet de délocalisation à Metz des services de l'institut.

